



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°19-2026-069

PUBLIÉ LE 10 JUIN 2026

Sommaire

Direction départementale des territoires / Service de l'Environnement / Service de l'Environnement / de la Police de l'Eau et des Risques

19-2026-06-09-00002 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT MAZAUD
Hervé À EFFECTUER DES TIRS DE DÉFENSE EN VUE DE LA DÉFENSE
DE SON TROUPEAU BOVIN CONTRE LA PRÉDATION DU LOUP (Canis
lupus) (4 pages)

Page 3

19-2026-06-05-00002 - Récépissé de déclaration préalable au tir
de défense contre le loup n°31776358 - GAEC BILLOT (2 pages)

Page 8

Préfecture / Cabinet du Préfet /Service des sécurités /Bureau de la sécurité intérieure et des polices administratives / Préfecture / Cabinet du Préfet /Service des sécurités /Bureau de la sécurité intérieure

19-2026-06-10-00001 - Arrêté portant interdiction temporaire de l'achat,
la vente, l'utilisation, le port et le transport de certains matériels et
substances dangereuses à l'occasion de la Coupe du Monde de football
2026 (4 pages)

Page 11

Direction départementale des territoires /
Service de l'Environnement

19-2026-06-09-00002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT MAZAUD
Hervé À EFFECTUER DES TIRS DE DÉFENSE EN
VUE DE LA DÉFENSE DE SON TROUPEAU BOVIN
CONTRE LA PRÉDATION DU LOUP (*Canis lupus*)



Service environnement, police de
l'eau et risques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL AUTORISANT MAZAUD Hervé À EFFECTUER DES TIRS DE
DÉFENSE EN VUE DE LA DÉFENSE DE SON TROUPEAU BOVIN CONTRE LA
PRÉDATION DU LOUP (*Canis lupus*)**

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la décision d'exécution de la Commission européenne du 31 août 2022 portant approbation du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la France en vue d'un soutien de l'Union financé par le Fonds européen agricole de garantie et le Fonds européen agricole pour le développement rural ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-2 ; R.411-6 à R.411-14 ; L.427-6 et R.427-4 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.111-2 et L.113-1 et suivants ainsi que ses articles D. 114-11 et suivants ;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L.311-2 et suivants, R.311-2 et suivants ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre d'État, ministre de l'intérieur du 7 juillet 2025 portant nomination de M. Chris VAN VAERENBERGH en qualité de directeur départemental des territoires de la Corrèze à compter du 4 août 2025 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 modifié fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2026 définissant le statut de protection du loup (*Canis lupus*) et fixant les conditions et limites de sa destruction ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2022 modifié, relatif à l'aide à la protection des exploitations et des troupeaux contre la prédation du loup et de l'ours ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant nomination des lieutenants de louveterie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2025 fixant la liste des personnes habilitées à participer aux opérations de tirs de loups mobilisant plus d'un tireur, en application de l'arrêté interministériel du 21 février 2024 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (*Canis lupus*), dans le département de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2025-08-04-00001 du 4 août 2025 portant délégation de signature à M. Chris VAN VAERENBERGH en qualité de directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Vu la demande du 05/06/26 par laquelle M. MAZAUD Hervé sollicite une autorisation d'effectuer des tirs de défense en vue de la défense de son troupeau contre la prédation du loup (*Canis lupus*) ;

Considérant que le troupeau de M. MAZAUD Hervé est constitué de bovins, pour lesquels il n'y a pas, à ce stade, de référentiel de protection dédié ;

Considérant que M. MAZAUD Hervé déclare avoir mis en œuvre, dans la demande susvisée, les mesures de réduction de vulnérabilité suivantes : vêlages en bâtiment ou en parcs renforcés, ou à proximité immédiate ; mélange d'âges et de type de bovins (pas d'animaux de moins de 12 mois seuls) ; regroupement des lots pour constituer des troupeaux plus importants en nombre ; renforcement du rythme d'inspection des animaux pour atteindre au moins une visite quotidienne pour les lots qui ne seraient pas déjà soumis à cette obligation au titre de l'arrêté du 25 octobre 1982 modifié ;

Considérant que ces mesures figurent parmi la liste de l'article 5 de l'arrêté du 23 février 2026 ;

Considérant qu'il existe un risque important de dommages au troupeau de M. MAZAUD Hervé (prédation établie autour de l'exploitation : les 11 mars 2025 (1 ovin) ; 7 avril 2025 (1 bovin) ; 11 avril 2025 (1 bovin) ; 20 avril 2025 (14 ovins) ; 17 mai 2025 (8 ovins) ; 19 mai 2025 (1 ovin) ; 23 mai 2025 (34 ovins) ; 5 juin 2025 (1 ovin) ; 15 juin 2025 (1 bovin) ; 17 juin 2025 (18 ovins) ; 17 juin 2026 (1 ovin) ; 24 juin 2025 (1 bovin) ; 28 juin 2025 (2 ovins) ; 1er juillet 2025 (7 ovins) ; 1er juillet 2025 (1 ovin) ; 5 juillet 2025 (12 ovins) ; 13 juillet 2025 (2 ovins) ; 15 juillet 2025 (1 ovin) ; 28 juillet 2025 (1 ovin) ; 30 juillet 2025 (1 ovin) ; 31 juillet 2025 (10 ovins) ; 1er août 2025 (3 ovins) ; 12 août 2025 (1 ovin) ; 19 août 2025 (3 ovins) ; 20 août 2025 (7 ovins) ; 21 août 2025 (2 ovins) ; 30 août 2025 (5 ovins) ; 30 août 2025 (5 ovins) ; 31 août 2025 (1 ovin) ; 7 septembre 2025 (1 bovin) ; 7 septembre 2025 (1 ovin) ; 8 septembre 2025 (1 ovin) ; 14 septembre 2025 (12 ovins) ; 15 septembre 2025 (1 ovin) ; 17 septembre 2025 (1 bovin) ; 19 septembre 2025 (3 ovins) ; 21 septembre 2025 (4 ovins) ; 22 septembre 2025 (3 ovins) ; 17 octobre 2025 (1 ovin) ; 25 avril 2026 (1 bovin)) ;

Considérant que le(s) troupeau(x)/lot(s) concerné(s) se situent en cercle 1 et/ou 2 pour l'année 2026 et sont donc soumis à une prédation avérée ;

Considérant qu'il convient de prévenir des dommages importants au troupeau de M. MAZAUD Hervé par la mise en œuvre de tirs de défense, en l'absence d'autre solution satisfaisante ;

Considérant que la mise en œuvre de ces tirs de défense ne nuira pas au maintien du loup dans un état de conservation favorable dans son aire de répartition naturelle, dans la mesure où elle s'inscrit dans le respect du nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction peut être autorisée chaque année, fixé par l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 sus-visé, qui intègre cette préoccupation ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 8 octobre 2025 autorisant M. MAZAUD Hervé à effectuer des tirs de défense simple en vue de la défense de son troupeau bovin contre la prédation du loup (*Canis lupus*) est abrogé.

ARTICLE 2 : M. MAZAUD Hervé est autorisé à mettre en œuvre des tirs de défense de son troupeau contre la prédation du loup, selon les modalités prévues par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels du 23 octobre 2020 et du 23 février 2026 susvisés, ainsi que dans le respect des conditions générales de sécurité édictées par l'office français de la biodiversité (OFB).

Les modalités de réalisation des opérations de tirs de défense mobilisant plus d'un tireur sont définies sous le contrôle technique de l'OFB ou d'un lieutenant de l'oviprotection.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est subordonnée à la mise en œuvre effective des mesures de réduction de vulnérabilité du troupeau, maintenues durant les opérations de tirs et à l'exposition du troupeau à la prédation.

ARTICLE 4 : Le tir de défense peut être mis en œuvre par :

- le bénéficiaire de l'autorisation, sous réserve qu'il soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours et d'une assurance couvrant l'activité de tir du loup ;
- toute personne mandatée par le bénéficiaire de l'autorisation et mentionnée sur le registre de tir décrit à l'article 7, sous réserve qu'elle soit titulaire d'un permis de chasser valable pour l'année en cours ;
- ainsi que, le cas échéant, par les lieutenants de l'oviprotection ou par les agents de l'OFB.

Toutefois, le tir ne peut pas être réalisé par plus de deux tireurs pour chacun des lots d'animaux constitutifs du troupeau et distants les uns des autres.

ARTICLE 5 : La réalisation des tirs de défense doit vérifier l'ensemble des conditions de lieu suivantes :

- sur la commune de Saint-Merd-les-Oussines ;
- à proximité du troupeau de M. MAZAUD Hervé, dont les animaux auront été regroupés ;
- sur les pâturages, surfaces et parcours mis en valeur par le bénéficiaire de l'autorisation ainsi qu'à leur proximité immédiate ;
- en dehors des réserves naturelles nationales constituées pour des motifs incluant la conservation de la faune sauvage et du cœur des parcs nationaux dont le décret portant création interdit la chasse.

ARTICLE 6 : Les tirs de défense peuvent avoir lieu de jour comme de nuit.

Le tir de nuit ne peut être effectué qu'après identification formelle de la cible et de son environnement à l'aide d'une source lumineuse, sauf pour les louvetiers et agent OFB opérant avec une lunette de tir à visée thermique.

ARTICLE 7 : Les tirs de défense sont réalisés avec toute arme de catégorie C mentionnée à l'article R.311-2 du code de la sécurité intérieure.

Sous réserve d'une validation préalable par l'OFB, tous les moyens susceptibles d'améliorer les tirs de défense, notamment les moyens pour détecter la présence de spécimens de loups, ainsi que la sécurité des participants peuvent être utilisés.

Toutefois, ne peuvent être mis en œuvre les moyens visant intentionnellement à :

- provoquer des réactions chez les loups de nature à faciliter leur détection par le(s) tireur(s) ;
- attirer ou appâter les loups à proximité du (ou des) tireur(s) ou les contraindre à se rapprocher du (ou des) tireur(s). Sont notamment interdits :
 - l'utilisation de substances ou stimuli sonores, visuels, olfactifs, ou d'alimentation carnée visant à attirer les loups à proximité du (ou des) tireur(s) ou en favoriser la détection par le(s) tireur(s) ;
 - l'utilisation de tout dispositif électronique, hors dispositifs de repérage utilisant la technologie d'amplification de la lumière ou la détection thermique, permettant de favoriser la détection des loups par le(s) tireur(s) ;
 - le maintien de cadavres d'animaux domestiques ou sauvages susceptibles d'attirer les loups à proximité du (ou des) tireur(s), en dehors des obligations liées à la procédure d'indemnisation des dommages ;
 - l'utilisation des modérateurs de sons.

L'utilisation de lunettes de tir à visée nocturne (d'intensification de lumière ou d'infrarouge passif) est réservée aux agents de l'OFB, ainsi qu'aux lieutenants de l'ovierie.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est subordonnée à la tenue d'un registre précisant :

- les nom et prénom(s) du détenteur de l'arme ainsi que le numéro de son permis de chasser ;
- la date et le lieu de l'opération de tir de défense ;
- les mesures de réduction de vulnérabilité du troupeau en place lors de l'opération ;

et le cas échéant :

- les heures de début et de fin de l'opération ;
- le nombre de loups observés ;
- le nombre de tirs effectués ;
- l'estimation de la distance de tir ;
- l'estimation de la distance entre le loup et le troupeau au moment du tir ;
- la nature de l'arme et des munitions utilisées ;
- la nature des moyens susceptibles d'améliorer le tir utilisés ;
- la description du comportement du loup s'il a pu être observé (fuite, saut...).

Ce registre est tenu à la disposition des agents chargés des missions de police. Les informations qu'il contient sont adressées au moins une fois par an au préfet, entre le 1^{er} et le 31 janvier de l'année N+1.

ARTICLE 9 : M. MAZAUD Hervé informe le service départemental de l'OFB de tout tir en direction d'un loup dans un délai de 12 h à compter de sa réalisation. Pour un tir dont l'auteur estime qu'il n'a pas atteint sa cible, l'OFB évalue la nécessité de conduire des recherches.

Si un loup est blessé dans le cadre de la présente autorisation, M. MAZAUD Hervé informe sans délai le service départemental de l'OFB qui est chargé d'informer le préfet et de rechercher l'animal.

Si un loup est tué dans le cadre de la présente autorisation, M. MAZAUD Hervé informe sans délai le service départemental de l'OFB qui informe le préfet et prend en charge le cadavre. Après accord du responsable départemental de l'OFB, les lieutenants de louveterie peuvent assurer cette prise en charge.

ARTICLE 10 : La présente autorisation cesse de produire son effet si le plafond défini à l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année est atteint.

Elle redevient valide dans les cas suivants :

- à la publication de l'arrêté prévu au III de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;
- à la publication sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes d'un nouveau nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction est autorisée en application du I de l'article 1^{er} de l'arrêté du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups dont la destruction pourra être autorisée chaque année.

ARTICLE 11 : La présente autorisation peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

ARTICLE 12 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2030.

ARTICLE 13 : La présente autorisation est délivrée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 14 : Cet arrêté est susceptible, dans les deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Limoges (2 cours Bugeaud CS 40410 87000 LIMOGES CEDEX). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérécourse citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 15 :

- La secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;
- le directeur départemental des territoires de la Corrèze ;
- le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité de la Corrèze ;
- le commandant du groupement de gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze.

Tulle, le 09 JUIN 2026
Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental
des territoires

Chris VAN VAERENBERGH

Direction départementale des territoires /
Service de l'Environnement

19-2026-06-05-00002

Récépissé de déclaration préalable au tir de
défense contre le loup n°31776358 - GAEC
BILLOT



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires (et de la mer)**

Monsieur le Préfet de la Corrèze

Fait le 05/06/2026

Récépissé de déclaration préalable au tir de défense contre le loup n°31776358

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article R.421-5 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.411-1, L.411-2, L.415-1, L. 415-3, L.427-6, R. 331-85 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2026 définissant le statut de protection du loup (*Canis lupus*) et fixant les conditions et limites de sa destruction ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant le nombre maximum de spécimens de loups (*Canis lupus*) dont la destruction pourra être autorisée chaque année ;

Monsieur le Préfet de la Corrèze, par l'intermédiaire de la Direction départementale des territoires et de la mer de la Corrèze, atteste avoir reçu le 05/06/2026 la déclaration préalable déposée par GAEC Billot.

Effectif et éventuel(s) moyen(s) de protection mis en œuvre par troupeau ou lot :

1. Type de troupeau ou lot défendu	Ovin
Effectif du troupeau ou du lot	120
Moyens de protection mis en oeuvre sur le(s) troupeau(x) ou lot(s) concerné(s)	Parc intégralement électrifié (fixe ou mobile), Chien(s) de protection de troupeau
Troupeau ou lot reconnu comme ne pouvant être protégé	Non

Lieu(x) prévisionnel(s) de tir :

1. Commune de mise en oeuvre du tir	Gourdon-Murat (19170)
-------------------------------------	-----------------------

Type de mesure sollicitée : Tir de défense de troupeau

Espèce ciblée : Loup (*Canis lupus*)

Après vérification de la complétude des éléments transmis, il est constaté que la déclaration préalable est enregistrée sous le numéro : 31776358

Ce récépissé **atteste de la conformité des éléments déclarés et de la validité de la déclaration préalable effectuée**. Toute opération de tir de défense devra être conduite **strictement dans le respect** des conditions fixées par la réglementation en vigueur, sous réserve d'être détenteur d'un permis de chasse valide.

Lorsqu'elle est réalisée par un tiers, **ce dernier doit être habilité par mandat**. Ce mandat peut être obtenu à l'adresse suivante : <https://demarche.numerique.gouv.fr/commencer/mandat-pour-la-realisation-d-un-tir-de-defense-contre-le-loup>

Sur la base du présent récépissé, des opérations conduites par les lieutenants de louveterie pourront être ordonnées par le préfet de département dans les conditions fixées notamment par l'article 5 de l'arrêté du 23 février 2026.

Les opérations de tir de défense conduites sur le fondement du présent récépissé ne peuvent être réalisées que sur les territoires de communes **classées en cercle 0, 1 ou 2** au sens de l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'aide à la protection des exploitations et des troupeaux contre la prédation du loup et de l'ours.

Le présent récépissé est délivré pour servir et valoir ce que de droit. Il vaut décision administrative de non-opposition à déclaration et peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la Corrèze ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification, dans les conditions prévues par le Code de justice administrative.

Le présent récépissé est valable pour une durée de 5 an(s) et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture 19 – Corrèze.

Récépissé émis le 05/06/2026.

Avant toute mise en œuvre d'un tir de défense au titre de la présente déclaration, il revient à l'auteur du tir de s'assurer que le plafond national de destruction de la population de loup défini par arrêté préfectoral n'a pas été atteint.

Les effets de la présente déclaration peuvent être suspendus par arrêté du préfet coordonnateur du plan national d'actions sur le loup dans les conditions fixées par l'arrêté du 23 février 2026 définissant le statut de protection du loup (*Canis lupus*) et fixant les conditions et limites de sa destruction.

Toute destruction intentionnelle en dehors du cadre réglementaire est délictuelle, punie de 3 ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.

En cas de tir en direction d'un loup (réussi ou non), le bénéficiaire informe le service départemental de l'Office Français de la Biodiversité au 05 55 26 48 15, dans un délai de 12h à compter de sa réalisation. Dans l'attente de l'arrivée des agents sur les lieux du tir, le cadavre ne doit pas être déplacé ni manipulé.

Pour le préfet
et par délégation,
Le directeur départemental
des territoires

Chris VAN VAERENBERGH

Préfecture / Cabinet du Préfet /Service des
sécurités /Bureau de la sécurité intérieure et des
polices administratives

19-2026-06-10-00001

Arrêté portant interdiction temporaire de
l'achat, la vente, l'utilisation, le port et le
transport de certains matériels et substances
dangereuses à l'occasion de la Coupe du Monde
de football 2026

ARRÊTÉ
portant interdiction temporaire de l'achat, la vente, l'utilisation, le port et le transport
de certains matériels et substances dangereuses à l'occasion de la
Coupe du Monde de football 2026

Le Préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,
Chevalier du Mérite maritime,

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 557-6-1 et suivants ;

Vu le code de la défense, notamment les articles L. 2352-1 et suivants, R. 2352-1, R. 2352-89 et suivants et R. 2352-97 et suivants ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3611-1 et L. 3611-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2542-2 et suivants ;

Vu le code pénal, notamment ses articles 322-11-1, R. 610-5, R. 632-1, R. 634-2 et R. 644-2 ;

Vu la loi n°2021-695 du 1er juin 2021 tendant à prévenir les usages dangereux du protoxyde d'azote ;

Vu l'arrêté du 17 août 2001 portant classement du protoxyde d'azote sur les listes des substances vénéneuses ;

Vu le décret n°2023-1224 du 20 décembre 2023 relatif à l'apposition d'une mention sur chaque unité de conditionnement des produits contenant uniquement du protoxyde d'azote ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2015-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

Vu le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

Vu le décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 modifié relatif aux produits et équipements à risque ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2021 portant application des articles L. 557-10-1 et R. 557-6-14-1 du code de l'environnement relatifs aux articles pyrotechniques destinés au divertissement ;

Vu l'arrêté du 4 juillet 2025 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2021 susvisé ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu le décret du 5 mars 2026 portant nomination de Monsieur Alban BOURGUIGNON d'HERBIGNY, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mars 2026 portant délégation de signature au directeur de cabinet du préfet de la Corrèze et aux personnels du cabinet ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité administrative d'apprécier la nécessité de prendre des mesures de prévention au vu des risques de troubles à l'ordre public dont elle a connaissance et de veiller à ce que ces mesures soient proportionnées à ces risques ; qu'en application de l'article L.2215-1 du code général des collectivités territoriales, le préfet est compétent pour prendre les mesures adaptées et proportionnées nécessaires ;

Considérant que la Coupe du Monde de football 2026 se déroulera du 11 juin au 19 juillet 2026 ; que cet événement mondial, à forte expansion médiatique, est susceptible de générer des rassemblements spontanés, des célébrations sur la voie publique notamment aux abords des débits de boissons diffusant les matchs et la création de fan zones ;

Considérant que cette période coïncide avec d'autres événements majeurs sur le territoire du département, notamment la Fête de la musique le 21 juin 2026 et les célébrations du 14 juillet 2026 ; que la multiplication des événements est susceptible d'aggraver les risques de trouble à l'ordre public, de mettre en danger la sécurité des personnes et des biens, et de surcharger les forces de l'ordre déjà mobilisées pour assurer la sécurité de la Coupe du Monde ;

Considérant que le contexte local est sensible, comme en attestent les incidents survenus à Brive-la-Gaillarde le 30 mai 2026 suite à la finale de la Ligue des champions au cours desquels des objets dangereux et des chandelles pyrotechniques ont été utilisés ;

Considérant que lors des précédentes compétitions internationales de football (Euro 2016, Coupe du Monde 2018 et 2022, Euro 2024), il a été constaté une recrudescence de troubles graves à l'ordre public imputables à l'usage détourné d'artifices de divertissement, de fumigènes et d'engins pyrotechniques, utilisés comme projectiles ou sources de brûlures contre les forces de l'ordre et les secours ;

Considérant le risque de détournement de l'usage de conteneurs de carburant et de bouteilles de gaz afin de confectionner des engins incendiaires improvisés, comme cela a pu être observé lors de violences urbaines ; que la détention et le transport de gaz inflammables et de carburants en dehors d'un usage domestique ou professionnel légitime et immédiat, dans le périmètre des festivités, caractérisent une intention potentiellement malveillante qu'il convient de prévenir ;

Considérant que l'usage détourné du protoxyde d'azote est un phénomène identifié depuis de nombreuses années, notamment dans le milieu festif, et qu'il connaît une recrudescence inquiétante, accentuant la banalisation de son usage ;

Considérant que ces produits, en raison de leur dangerosité intrinsèque, peuvent être détournés et compromettre la sécurité publique en générant des troubles à l'ordre public, des risques d'incendie et d'explosion et des risques sanitaires ;

Considérant la nécessité de prévenir les désordres et les mouvements de panique engendrés par l'utilisation de ces produits ;

Considérant que la posture VIGIPIRATE de la période "Hiver - printemps 2026" au niveau "urgence attentat", applicable à compter du 5 janvier 2026 sur l'ensemble du territoire national, oblige à la mise en œuvre de mesures de sécurité et de protection adaptées à de tels événements ; que la prégnance de la menace terroriste mobilise les forces de sécurité intérieure ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité préfectorale de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de Cabinet,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Sont interdits du jeudi 11 juin 2026 à 08h00 au lundi 20 juillet 2026 à 08h00 sur la voie publique, les espaces publics, ou en direction de la voie publique et des espaces publics, sur l'ensemble du département de la Corrèze :

- l'achat, la vente, l'utilisation, le port et le transport d'artifices de divertissement de catégories F2 et F3 et d'articles pyrotechniques de catégories T1 et P1 ;
- la vente et le transport de produits combustibles ou corrosifs, carburant et gaz inflammables ainsi que des acides et tous produits inflammables, chimiques ou explosifs dans des récipients transportables ;
- la consommation de protoxyde d'azote sous quelque forme que ce soit (cartouches, ballons, bouteilles ou tout autre contenant).

Article 2 :

L'interdiction mentionnée à l'article 1^{er} ne s'applique pas :

- aux seules personnes pouvant justifier de l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques dans le cadre d'un spectacle pyrotechnique tel que défini par le décret du 31 mai 2010 ;
- aux seules personnes pouvant justifier de leur utilisation dans le cadre d'un feu d'artifice préalablement déclaré et autorisé par le maire de la commune ;
- aux professionnels qui dans le cadre de leur activité, se ravitaillent habituellement en carburants au moyen de récipients transportables et aux activités d'approvisionnement des points de distribution et des clients industriels ;
- aux personnes en situation à mobilité réduite ou nécessitant un appareillage médical utilisant du gaz.
- aux usages professionnels ou médicaux dûment justifiées du protoxyde d'azote ;

Article 3 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois suivants sa publication soit :

- par recours gracieux adressé auprès du préfet de la Corrèze – Préfecture de la Corrèze – 1, rue Souham 19000 TULLE
- par recours hiérarchique adressé auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer - Direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes – Service central des armes et explosifs – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08 ;
- par recours contentieux déposé devant le tribunal administratif de LIMOGES – 2 cours Bugeaud CS 40410 87011 LIMOGES Cedex. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Monsieur le directeur de cabinet, Madame la secrétaire générale, les sous-préfets d'arrondissement de Brive-la-Gaillarde et d'Ussel, Monsieur le directeur départemental de la police nationale, le colonel commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Corrèze, et les maires des communes du département de la Corrèze, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corrèze.

Fait à Tulle, le

10 JUIN 2026

Le préfet,

Vincent BERTON